**ANNEXE I**

**Lettre-type portant accusé de réception**

**Etudes [Nom]**

**Notaire**

[Adresse]

L-0000 [Localité]

[Localité], le [JJ/MM/AAAA]

**Objet : Avis de Réception - droit de préemption prévu par la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [intitulé de la loi]**

Maître [Nom],

Par la présente, j’accuse bonne réception de votre courrier daté du [JJ/MM/AAAA] et reçu en date du [JJ/MM/AAAA] au sujet de la vente de la parcelle inscrite au cadastre comme suit :

Commune de [X] section [X] de [Xxxxx]

Numéro [000/0000], lieu-dit [« xxxxx »],

[xxx], d’une contenance de [00] ares [00] centiares.

Conformément à l’article [xxx] de la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [intitulé de la loi] accordant un pouvoir de préemption aux communes dans les zones [xxx], je vous confirme que le dossier de notification est complet.

Je reviendrai vers vous quant à l’exercice du droit de préemption de la commune dans le respect du délai imparti par l’article [xxx] de la loi précitée.

Veuillez agréer, Maître [Nom], l'expression de mes salutations distinguées.

 [Signature] [Contreseing]

 Bourgmestre Secrétaire

**ANNEXE II**

**Lettre-type portant notification aux parties initiales concernées de l’intention de la commune d’exercer son droit de préemption**

**Recommande**

**Monsieur/Madame [Prénom NOM]**

**[le cas échéant, SOCIETE]**

[Adresse]

L-0000 [Localité]

[Localité], le [JJ/MM/AAAA]

**Objet : Intention de l’administration communale de [XXX] d’exercer son droit de préemption prévu par la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [intitulé de la loi]**

Monsieur/Madame NOM,

Nous faisons suite à la réception du dossier de notification communiqué par Maître [Nom] en date du [JJ/MM/AAAA] relatif à la vente de la parcelle inscrite au cadastre comme suit :

Commune de [Xxxxx], section [x] de [Xxxxx]

Numéro [000/0000], lieu-dit [« xxxxx »],

[xxx], d’une contenance de [00] ares [00] centiares.

Etant donné que la parcelle précitée constitue un bien soumis au pouvoir de préemption de la commune en application de l’article [xxx] de la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [intitulé de la loi], nous vous informons par la présente que la commune a l’intention d’exercer son droit de préemption sur la parcelle précitée.

Dans le but de [description brève de l’objectif recherché], la commune envisage de [indication quant à la finalité recherchée].

En vertu de l’article 9 du règlement grand-ducal du 9 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l’Etat et des communes vous avez le droit, soit de présenter vos observations par écrit dans un délai de huit jours[[1]](#footnote-1) à compter de la notification du présent courrier, soit d’être entendu en personne dans le même délai, à condition d’en faire la demande. Toutefois, ces mesures ne sauront en aucun cas suspendre ou interrompre les délais légaux qui sont imposés à la commune par l’article [xx] de la loi précitée.

Pour de plus amples informations, n’hésitez pas à contacter [M./Mme] [Nom de de la personne en charge du dossier] (adresse mail/numéro de téléphone)

Veuillez agréer, Monsieur / Madame [Xxxxx], l'expression de nos salutations distinguées.

Signature

Le Collège des Bourgmestre et Echevins

*Copie pour information :*

* *Etude de Maître [Nom]*

**ANNEXE III**

**Lettre-type portant sur la transmission des courriers au notaire à titre d’information**

**Recommande + AR**

 **Etudes [Nom]**

**Notaire**

[Adresse]

L-0000 [Localité]

[Localité], le [JJ/MM/AAAA]

**Objet : Copie de courriers pour information – article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979**

Maître [Nom],

Je fais suite à votre courrier du [JJ/MM/AAAA], et je vous prie de bien vouloir trouver en annexe à la présente la copie des courriers envoyés en date de ce jour à Madame [Xxxxx]/Monsieur [Xxxxx] [représentant de Xxxxx], concernant la vente de la parcelle inscrite au cadastre comme suit :

Commune de [Xxxxx], section [X] de [Xxxxx]

Numéro [00/000], lieu-dit [« xxxx »],

[xxx], d’une contenance de [00] ares [00] centiares.

Veuillez agréer, Maître [Nom], l'expression de mes salutations distinguées,

 [Signature] [Contreseing]

 Bourgmestre Secrétaire

**ANNEXE IV**

**Lettre-type portant sur la renonciation de l’exercice du droit de préemption**

**Etudes [Nom]**

**Notaire**

[Adresse]

L-0000 [Localité]

[Localité], le [JJ/MM/AAAA]

**Objet: Renonciation à l’exercice du droit de préemption prévu par la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA]**

Maître [Nom],

Par la présente, nous accusons réception de votre courrier du [JJ/MM/AAAA] concernant la vente de la parcelle mentionnée ci-dessous.

Conformément aux dispositions de la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [l’intitulé de la loi] accordant un pouvoir de préemption à la commune dans les zones [XXX], nous tenons à vous informer de la renonciation au droit de préemption sur la parcelle inscrite au cadastre comme suit :

Commune de [Xxxxx], section [x] de [Xxxxx]

Numéro [000/0000], lieu-dit [«Xxxxx»],

[Xxx], d’une contenance de [00] ares [00] centiares.

Veuillez agréer, Maître [Nom], l'expression de nos salutations distinguées,

Signature

 Le Collège des Bourgmestre et Echevins

**ANNEXE V (version n°2)**

**Lettre-type portant sur l’exercice du droit de préemption**

**Etudes [Nom]**

**Notaire**

[Adresse]

L-0000 [Localité]

[Localité], le [JJ/MM/AAAA]

**Objet: Exercice du droit de préemption prévu par la loi du [JJ/MM/AAAA]**

Maître [Nom],

Nous faisons suite à votre courrier du [JJ/MM/AAAA] concernant le dossier de notification portant sur la vente des consorts [Xxxx], dont nous avons accusé réception en date du [JJ/MM/AAAA].

Conformément aux articles [xxx] de la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [l’intitulé de la loi], le conseil communal[[2]](#footnote-2) a décidé, (après avoir pris en considération les observations et remarques avancés par les parties concernées à la transaction), dans sa séance du [JJ/MM/AAAA] d’exercer son droit de préemption, aux prix et conditions mentionnés dans le dossier de notification portant sur la parcelle inscrite au cadastre comme suit :

Commune de [Xxxxx], section [x] de [Xxxxx]

Numéro [000/0000], lieu-dit [«Xxxxx»],

[Xxx], d’une contenance de [00] ares [00] centiares.

Ce droit de préemption est exercé en vue de [indication quant à la finalité recherchée].

Par conséquent, nous vous prions de bien vouloir procéder à la rédaction de l’acte authentique de vente, en application de l’article [xxx] de la loi (modifiée) du [JJ/MM/AAAA] concernant [l’intitulé de la loi].

Un recours contre la présente décision est ouvert devant le Tribunal administratif de et à Luxembourg, et est à introduire par un avocat à la Cour inscrit soit au barreau de Luxembourg, soit au barreau de Diekirch. Ce recours doit être introduit sous peine de forclusion dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Veuillez agréer, Maître [Nom], l'expression de nos salutations distinguées,

Signature

 Le Collège des Bourgmestre et Echevins

1. *L’article 9 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l’Etat et des communes prévoit un délai d’au moins 8 jours.* [↑](#footnote-ref-1)
2. *La décision d’exercice du droit de préemption peut également être prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins sous condition d’une validation ultérieure par le Conseil communal (Cour administrative, arrêt du 5 janvier 2021, numéro 44939C du rôle)* [↑](#footnote-ref-2)